

Table ronde

Participation politique, mouvements sociaux et défis de la politique contemporaine

Joice Barbosa Becerra¹, Moira Pérez², Abdourahmane Seck³, Silvana Tapia Tapia⁴, Verónica Figueroa Huencho⁵

Traducción: Soledad Tuñón

Revisión: Juliette Brillet.

Recibido: 10-10-2021 / Aceptado: 20-12-2021 / Publicado: 30-01-2022.

Abstract. Cet article propose un dialogue Sud-Sud sur les défis posés par le champ politique contemporain. En plus des coordinatrices Joice Barbosa Becerra et Moira Pérez, à cette conversation participent Silvana Tapia Tapia de l'Équateur, Abdourahmane Seck du Sénégal et Verónica Figueroa Huencho de Wellmapu (Chili). Ces trois personnes travaillent à la fois dans le milieu académique et dans le domaine social, car elles exercent un activisme politique et/ou communautaire à partir duquel elles produisent des connaissances collectives et situées. La conversation aborde entre autres les sujets suivants: l'expression des formes contemporaines du neoconservatisme et de l'autoritarisme, les conflits entre les mouvements sociaux et les institutions, leurs tensions avec un État qui tend à la cooptation mais qui maintient également de profondes loyautés capitalistes et coloniales, et les possibilités et expériences de formes alternatives d'organisation collective et communautaire. L'article explore également le rôle du monde académique et des personnes y travaillant, prises par une tension entre les engagements institutionnels et la politique radicale.

Mots clés: académie; colonialité; État; mouvements sociaux; participation politique.

[en] Round Table: Political Participation, Social Movements and the Challenges of Contemporary Politics

Abstract. This paper proposes a South-South dialogue around some of the challenges currently encountered in the political sphere. In addition to its coordinators Joice Barbosa Becerra and Moira Pérez, the round table gathers Silvana Tapia Tapia from Ecuador, Abdourahmane Seck from Senegal and Verónica Figueroa Huencho from Wellmapu (Chile). These scholars work both in academia and in the social field through political and/or community activism, from which they produce collective, situated knowledge. The conversation addresses issues such as the expression of contemporary forms of neo-conservatism and authoritarianism, the disputes of social movements with institutionality, their tensions with a state prone to co-optation which nevertheless maintains its deep capitalist and colonial loyalties, and the possibilities and experiences of alternative forms of collective and community organisation. Furthermore, participants explore what is –and what could be– the role of the academy and those who work in it in this scenario, in the tension between institutional commitments and radical politics.

Keywords: academia; coloniality; State; social movements; political participation.

Cómo citar: Barbosa Becerra, J.; Pérez, M.; Seck, A.; Tapia, S.; Figueroa Huencho, V. (2022). Table ronde: Participation politique, mouvements sociaux et défis de la politique contemporaine. *Las Torres de Lucca. Revista internacional de filosofía política*, 11(1), pp. 141-152. <https://dx.doi.org/10.5209/itdl.79901>

¹ Universidad de Buenos Aires y Universidad Nacional de Tres de Febrero, Argentina.

Correo electrónico: joicebarbosa@gmail.com

ORCID: <https://orcid.org/0000-0002-2656-6219>

² Universidad de Buenos Aires, Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, Argentina.

Correo electrónico: mperez@filo.uba.ar

ORCID: <https://orcid.org/0000-0002-3364-7949>

³ Université Gaston Berger, Senegal.

Correo electrónico: abdourahmane.seck@ugb.edu.sn

ORCID: <https://orcid.org/0000-0003-3040-579X>

⁴ Universidad del Azuay, Ecuador.

Correo electrónico: stapia@uazuay.edu.ec

ORCID: <https://orcid.org/0000-0002-5598-7098>

⁵ Universidad de Chile, Chile.

Correo electrónico: v.figueroa.h@iap.uchile.cl

ORCID: <https://orcid.org/0000-0002-5422-6043>

Dans cette table ronde nous proposons de construire un dialogue autour d'une série de questions qui circulent de plus en plus, aussi bien dans les mouvements sociaux que dans le monde académique, en rapport avec les défis de la participation politique pour ceux d'entre nous qui sont engagé·e·s dans des processus collectifs de transformation sociale. En particulier, dans les régions depuis lesquelles nous écrivons, il y a une préoccupation croissante sur l'expression de formes contemporaines du néo-conservatisme et de l'autoritarisme, sur les conflits entre les mouvements sociaux et les institutions, sur les tensions de ces mouvements avec un État qui a tendance à les coopter - mais qui maintient aussi des profondes loyautés capitalistes et coloniales - et aussi sur les possibilités et expériences de formes alternatives d'organisation collective et communautaire. Ainsi, nous tenons particulièrement à explorer le rôle qu'y joue - ou peut jouer - l'académie et ceux d'entre nous qui sont engagé·e·s dans la recherche, en constante tension entre les engagements institutionnels et militants.

Au moment des échanges de cette table ronde, nous nous trouvions en plein milieu de la pandémie de COVID-19 que nous ne pouvons donc pas ignorer comme contexte de production de la réflexion et de l'action collective présentées ici. Nous partons du constat que cette situation de pandémie n'est pas l'origine de la crise mondiale mais l'un de ses effets - effet particulièrement dévastateur. Le capitalisme dans sa phase néolibérale, le patriarcat, le colonialisme, l'impérialisme, sont les facteurs structurels qui produisent et alimentent la destruction mondiale actuelle. Face à ce scénario, certain·e·s affirment que nous sommes face à une crise du modèle civilisationnel ou de la société occidental-centrée qui a été imposé au monde par les grandes puissances du capital et qui s'exprime sans aucun doute dans des situations telles que la crise sanitaire en cours.

L'impact de cette pandémie a exacerbé tous les problèmes du présent: la crise minière et énergétique, climatique et environnementale, alimentaire, la crise du monde du travail et du *care*, les différentes formes de violences patriarcales et racistes, mais aussi la montée en puissance de la droite qui met en avant des discours idéologiques et culturels de type néo-fasciste et qui fait souvent un usage stratégique de certains discours religieux extrémistes (Torres Santana, 2020). La nature structurelle et interconnectée de ces problématiques suggère que ce qui est aujourd'hui interprété et perçu comme des « crises » ponctuelles émerge plutôt d'un « environnement » d'érosion (Berlant, 2020: 185-186) ou d'une « mort atmosphérique » (Fanon, 1972: 115), qui deviennent soudainement visibles aux yeux des groupes traditionnellement hégémoniques, d'où leur apparente nouveauté. Car, comme le demande de manière provocante l'une des personnes que nous avons interrogées dans un essai publié en pleine frénésie de l'« état d'urgence » mondial : « quant au fond et quant à nous autres, qu'est-ce que la Covid-19, nous amenait-elle de tant inconnaissable ? Ne nous parlait-elle pas la langue que nous parlons tous les jours, c'est-à-dire celle de notre condition d'hommes et de pays otages de réalités politiques scandaleuses si intimement décrites par Ngugi wa Thiong'o ? » (Seck, 2020: s/p)

Dans le cadre de ce processus et de sa représentation comme une « crise », la dé-démocratisation (Brown, 2006), l'augmentation du contrôle et de la surveillance numérique et la militarisation de la vie quotidienne (Ramonet, 2020) ont été, une fois de plus, étendus avec pour excuses la sécurité de la population et l'état d'urgence. Bien que la pandémie ait frappé l'ensemble de l'humanité, il faut reconnaître que, si les grands patrons et les multinationales se sont enrichis grâce à elle, ses conséquences ont été plus violentes à l'égard d'autres groupes sociaux: les femmes des secteurs populaires, les personnes avec une forme de handicap, les personnes de sexe/genre non normatif, les peuples autochtones, les travailleur·euse·s précaires et sous-traité·e·s, les migrant·e·s. La pandémie, ajoutée au scénario plus large de la destruction mondiale, a également exacerbé un problème qui se développe depuis des décennies et qui sera particulièrement central pour nos réflexions (et notre profession): la crise de l'imagination politique, imagination qui se rétrécit au point de rendre pratiquement impossible d'envisager d'autres mondes, même si des graines de cette possibilité d'imagination persistent autour de nous au quotidien.

Sans aucun doute, le lien entre la transformation sociale et l'État joue un rôle central dans ce dernier aspect. L'économiste équatorien Pablo Dávalos a avancé il y a une décennie (Dávalos, 2011) que nous assistons à la radicalisation d'un modèle politique dominant qui enferme la pratique politique à l'intérieur des limites de l'État. Les combats pour l'émancipation politique et le contrôle de la société sont ainsi prioritairement guidés par les principes de l'État de droit: c'est-à-dire par la fiction d'un « l'intérêt général », par la protection juridique de la propriété privée et par la violence légitime du droit. Dans ce modèle de domination politique, le pouvoir des partis est synonyme de l'État, la violence institutionnelle devient normale et quotidienne, et la résistance sociale se dissout dans le vide juridique des politiques publiques et dans la juridisation des droits humains. Il est alors clair que dans les contextes politiques et institutionnels ouvertement dominés par la droite, les voix critiques sont non seulement exposées à la stigmatisation, mais elles subissent également une persécution politique et une réduction au silence qui, dans de nombreux cas, se termine par un meurtre ou une privation de liberté (Ceceña, 2006). Cependant, nous devons également porter attention aux contextes politiques proclamés comme « progressistes » ou « post-néolibéraux » (Tapia Tapia, 2018) dans lesquels un grand nombre d'intellectuel·le·s, de dirigeant·e·s et d'organisations sociales populaires ont été absorbé·e·s par ou subsumé·e·s dans les partis au pouvoir, rendant très difficile l'expression de voix critiques, qui, lorsqu'elles émergent, sont automatiquement considérées comme déloyales, pernicieuses ou, dans le meilleur des cas, non pertinentes. Paradoxalement, les deux extrêmes se retrouvent dans la pensée étatiste, une idéologie qui représente l'État comme le successeur de Dieu, contrôlant à lui seul la vie et la création de la vie, le seul à avoir

le droit légitime d'utiliser la violence et d'administrer la mort. Quand on en est là, rien ou presque rien ne peut exister en dehors de l'État, et même la société civile est confinée dans ses limites.

De nombreux mouvements de transformation sociale ont adopté cette tendance, préconisant des stratégies politiques visant l'extension formelle des droits, le légalisme (Brown et Halley, 2002), ou l'inclusion de groupes historiquement marginalisés sous l'aile protectrice de l'État. Ce dernier peut ainsi se présenter comme « bénigne et démocratique », comme le note Tapia Tapia (2018: 288) à propos des institutions pénales, l'État masquant leurs effets oppressifs tout en excluant les modèles alternatifs d'organisation ou de justice proposés par des communautés (voir également Tapia Tapia, 2016 et Pérez et Radi, 2020). Un autre exemple de cette cooptation étatique est celui des peuples autochtones dans le processus de la constitutionnalisation de leurs droits, qui a discrédité leur propre droit comme « loi coutumière », plaçant ainsi le droit à l'identité en dessous de l'idée de « nation » et les droits territoriaux sous la logique de la « séparation territoriale » des juridictions politico-administratives (Aparicio, 2011 ; Barbosa, 2018 ; Figueroa Huencho, 2017). En somme, l'étatisme, par son hégémonie, a conduit à l'acceptation de l'idée que c'est dans le cadre de l'État que les problèmes qui nous affectent doivent être résolus. Nous constatons au contraire que les stratégies étatistes, loin d'apporter des solutions, ont plutôt servi à renforcer - et même à légitimer - une crise qui creuse les inégalités sociales, et exacerbe l'exploitation et la destruction des territoires maladroïtement camouflés.

Toute approche qui cherche une issue au scénario géopolitique présent doit partir d'une analyse située et historique des différentes forces sociales, en portant attention aux divers acteurs et facteurs qui composent le monde contemporain, au-delà des notions de représentation et de participation civique offertes par les institutions traditionnelles de l'État-nation moderne. Les mouvements sociaux et populaires laissent entrevoir trois scénarios possibles pour la résolution de la crise: le pire scénario serait celui de l'adaptation du capitalisme aux nouvelles données et par conséquent l'extinction accélérée de la vie sous toutes ses formes. Un deuxième scénario serait celui de la redéfinition de la prévalence de l'État avec des alternatives réformistes et développementalistes qui permettent la poursuite de l'accumulation par la dépossession aux dépens de secteurs entiers de la population et de territoires ainsi sacrifiés (« capitalisme vert »). Un troisième scénario se dessine avec l'avènement d'une certaine forme d'écosocialisme ou d'un projet civilisationnel qui dépasse l'actuel cadre colonial, capitaliste, militariste et patriarcal. L'avenir n'est pas encore écrit.

À l'échelle mondiale, la course aux armements et l'existence d'organisations multilatérales supranationales telles que l'OCDE, la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, entre autres, confirment qu'au-delà des disputes géopolitiques menées par les États, seuls ou en alliances, le capitalisme les surplombe et leur impose sa logique en tant que système global de domination politique, culturelle et économique fondé sur un modèle d'« accumulation par la répression » (Robinson, 2019: 2). En général, dans la région définie comme « le Sud » (et également à l'échelle mondiale), le caractère autoritaire de la gestion des conflits et des États policiers est consolidé, ce qui, comme le souligneront les personnes interviewées, a permis aux États de mobiliser différentes notions de « tradition » afin de se réaffirmer. La situation sanitaire, accompagnée de l'incertitude, de la méfiance, de la peur et de l'exacerbation de l'individualisme, génère une atmosphère dans laquelle la population se trouve de plus en plus limitée dans ses possibilités d'accéder à des vies non seulement vivables, mais aussi dignes.

De leur côté, de nombreux mouvements contre-hégémoniques et antisystème ont continué à soutenir les transformations par des expressions souterraines ; ils rayonnent et construisent avec d'autres de nouveaux modèles civilisationnels et sociaux, qui permettent d'apercevoir, pour reprendre les termes de Seck (2015: 24), le « principe actif d'un contre-modèle ». Ces mouvements qui ont commencé leur ascendance dans les années 1960 et qui persistent malgré des hauts et des bas et malgré le terrorisme d'État à leur rencontre, articulent des demandes d'émancipation, d'organisation collective horizontale et de reconnaissance dans le cadre de leurs stratégies de résistance et de lutte contre le capital. Parmi eux, citons les mouvements indigènes pour la libération de la terre mère, les mouvements de décolonisation et antiracistes, l'abolitionnisme pénal, l'écosocialisme, les mouvements de sans-terre et de sans-abri, entre autres. Dans une analyse des mouvements sociaux, populaires et ancestraux, Valdés dira que « la plupart de ces mouvements émergent de la dimension utopique-libératrice de la pensée sociale critique face aux conséquences génocidaires et écologiques (humaines, écologiques, socioculturelles) du paradigme prédateur de la modernité capitaliste » (2009: 17), ainsi que d'autres dimensions utopiques positives de la nouvelle socialité, des économies du « bien vivre » [*buen vivir*] et de la construction du pouvoir populaire.

Dans le but de contribuer à ces « principes actifs », nous organisons cette discussion pour réfléchir ensemble au scénario actuel et aux défis de la participation et de l'action politique des mouvements de transformation sociale dans différentes régions du Sud Global. Nous sommes accompagnées de Silvana Tapia Tapia de l'Équateur, Abdourahmane Seck du Sénégal et Verónica Figueroa Huencho de Wellmapu (Chili), des collègues qui travaillent à la fois dans les milieux académique et militant par le biais de l'activisme politique et/ou communautaire, et qui, dans ces itinéraires, produisent un savoir collectif situé, faisant du domaine académique, comme le propose ici Seck, « un chemin alternatif d'engagement politique ». Pour la production de cet entretien collectif, nous avons fait circuler quatre questions parmi les trois collègues. Nous avons ensuite organisé leurs réponses selon un fil narratif qui facilitera la lecture et mettra en lumière leurs interconnexions,

puis nous avons fait circuler à nouveau l'ensemble de l'entretien au cas où les interviewé·e·s souhaitaient faire des révisions ou se référer aux réponses de leurs collègues. Nous tenons également à souligner la collaboration de Soledad Tuñón pour un travail de traduction minutieux et attentif, et de Juliette Brillet pour la révision de la version française, leur contribution a sans aucun doute été fondamentale pour ce que nous présentons ici. Après plusieurs mois de travail, le résultat final de cette discussion collective montre comment, à partir des différentes trajectoires de ces trois penseur·euse·s, le caractère itinérant et dialogique de la pratique politique et académique leur a permis de se situer de manière critique par rapport à la production académique, mais aussi par rapport aux pratiques des mouvements sociaux. Cela est décrit sans tomber dans des positions idéalistes ou naïves, en soulignant les tensions et les défis tout en proposant des solutions possibles loin de tout nihilisme stérile. Nous leur donnons la parole.⁶

1. En premier lieu, nous vous invitons à faire une brève présentation de votre trajectoire académique et de votre activisme politique ou militantisme au sein de votre mouvement et/ou communauté d'appartenance ; incluant, si possible, une réflexion sur la manière dont ces itinéraires s'articulent ou se nourrissent réciproquement entre les deux espaces, et les défis que vous trouvez dans cette double insertion.

Verónica Figueroa Huencho

Ma carrière universitaire a commencé très tôt, lorsque, en tant qu'étudiante, j'ai obtenu un poste d'assistante à l'Université du Chili. C'est pendant mes années d'études en gestion publique que mon identité s'est éveillée. Pendant mon enfance et mon adolescence, mon identité ne faisait pas partie de ma vie quotidienne. C'était plutôt quelque chose que j'essayais de cacher, notamment en raison des moqueries visant tout ce qui avait trait aux indigènes dans différents espaces. L'un de ces éléments identitaires à dissimuler était le nom de famille de ma mère (Huencho), car les enseignant·e·s le prononçaient généralement mal et c'était une source de ridiculisation. Les autres noms de famille étrangers ne faisaient pas l'objet de telles moqueries. J'ai donc appris très tôt que la meilleure chose à faire était de cacher cette partie de moi-même. Même si je savais que mon grand-père et ma mère avaient du sang mapuche, ils n'ont jamais essayé de transmettre la culture, la langue ou les enseignements parce qu'il leur avait été très difficile de vivre dans une société qui les discriminait. En plus, parler le *mapudungún* rendait difficile la prononciation du castillan, il n'était donc pas enseigné. Il est intéressant de rappeler que ce n'est pas un acte de discrimination particulier dont je me souviens, mais plutôt un ensemble de situations symboliques et quotidiennes qui m'ont appris qu'être Mapuche n'était pas bon. L'université m'a permis d'élargir mes perspectives et de rencontrer d'autres personnes comme moi. J'ai eu accès à des conférences, des séminaires et j'ai entendu les voix de mes frères et sœurs indigènes exprimant leurs histoires. Et j'ai pu comprendre l'histoire de la dépossession que nous vivons, et comment nous devons construire notre mémoire par bribes. À partir de là, toute ma vie universitaire a tourné autour de mon identité : j'ai pu occuper un espace académique dans l'université la plus importante du pays pour visibiliser l'indigénité, mais aussi créer des espaces pour les jeunes indigènes, pour la reconnaissance des droits, pour la création de politiques qui réduisent les écarts entre les indigènes et les non-indigènes, et pour exprimer des points de vue bien argumentés dans les médias. Par conséquent, pour moi, l'indigène et l'académique font partie du même espace, et mon activisme ne limite pas mon travail universitaire. Au contraire, il me permet de créer des espaces de formation pour les femmes, les jeunes, les dirigeant·e·s et d'autres, en mettant à leur service ce que j'ai appris dans les espaces de formation chiliens.

Abdourahmane Seck

Je suis né dans une région du monde qui, 13 années seulement auparavant, était encore sous le joug colonial. J'ai grandi donc avec la sensation qu'une histoire grave s'était passée dans mon pays. La crise sociale et politique d'une rare virulence qui s'est emparée du Sénégal, en 1988, en ayant à son cœur la jeunesse scolaire et universitaire (« Génération 88 »), m'a fourni les premières armes pour comprendre et agir, notamment en allant rejoindre les rangs d'un parti politique alors nommé And-Jëf/Mouvement révolutionnaire pour la démocratie nouvelle. Ce moment politique fondateur a influencé le choix des études auxquelles je me suis dévoué par la suite : philosophie, anthropologie et histoire moderne et contemporaine de l'Afrique. Au début des années 2000, le sentiment de divorce entre le parti qui avait fait de moi un militant et ma compréhension des urgences politiques de l'heure en Afrique avait atteint un point de non-retour. L'analyse concrète que je faisais de la vingtaine d'année de transition dite démocratique sur le continent, m'enseignait clairement que les vagues d'agressions continues contre les plus pauvres, s'appuyait structurellement sur le jeu des partis politiques et de ce que j'appelle le *démocralisme électoral*. J'ai opté alors de m'investir dans la documentation

⁶ N.d.T.: Les expressions de genre utilisées par chaque interviewé·e dans la langue originale des réponses ont été conservées.

académique des arcanes par lesquels les impostures culturelles, politiques et sociales étaient devenues des impensées, dans nos pays ; autrement dit, de faire de l'académie un chemin alternatif d'engagement politique. Je nomme *mémographie* l'articulation entre étude et action qu'appelle cette option d'une part, et, d'autre part, les modalités de sa prise en charge : écoute, soin, partage, subjectivité, devoir de témoignage, besoin de mieux être et vivre avec son monde, dans l'histoire du monde. Ce décrochage théorique, disciplinaire et vocationnel a appelé un espace propre qui est à mi-chemin entre l'institution universitaire qui fixe mon statut professionnel d'académicien et l'horizon du contre-projet sociétal qu'il nous est urgent de construire, en *pensant l'eng-commun*. Aujourd'hui, c'est autour de cela que je travaille avec un collectif décolonial et afrocentré qui porte le nom de *Groupe d'action et d'étude critique-Africa*.

Silvana Tapia Tapia

Ma formation académique a commencé en 2007, lorsque j'ai entamé un master en droit pénal et obtenu mon premier emploi en tant que professeure d'université. Mon lien avec le militantisme était simultané, car à l'époque je me suis impliquée dans les débats autour d'un nouveau code pénal. C'est ainsi que j'ai rencontré des groupes féministes qui discutaient de la façon dont la violence de genre serait régulée dans le nouveau code. Ces interactions m'ont inspirée pour ce qui est devenu par la suite mon projet de doctorat: je voulais comprendre empiriquement pourquoi divers mouvements féministes préconisent des stratégies punitives à l'encontre de la violence de genre, alors que dans d'autres contextes ils dénoncent la violence patriarcale de l'appareil pénal. La réflexion théorique sur mes données empiriques a entraîné ma rupture avec le libéralisme juridique, qui est au centre du modèle accusatoire. J'ai identifié les racines coloniales de l'appareil pénal, qui exclut toute conception de la justice en dehors de ses paramètres coloniaux, dont le punitivisme. Je me suis donc identifiée aux perspectives abolitionnistes et décoloniales. Dans ma thèse de doctorat, j'ai proposé le concept de « criminalité fondée sur les droits » pour démasquer comment les structures des droits humains, sur lesquelles nous nous basons pour dénoncer des violences telles que la torture et les traitements cruels, encouragent en même temps les États à répondre de manière punitive à des phénomènes tels que la violence de genre, laissant de côté des perspectives de justice davantage attentives à la nécessité d'une redistribution économique et d'une politique sociale.

Depuis, je n'ai pas cessé de participer aux mobilisations féministes, par exemple la construction collective du « Rapport ombre sur l'Équateur » [*Informe Sombra sobre Ecuador*] à la CEDAW. Je suis également titulaire d'une chaire sur le genre et le droit, où, en plus des cours, j'ai proposé des clubs de lecture, des séminaires ouverts, des ateliers, etc. Je travaille désormais avec l'« Alliance contre les prisons » [*Alianza Contra las Prisiones*], qui est née après les massacres sanglants perpétrés dans les centres carcéraux équatoriens en février 2021. Il s'agit d'une coalition d'organisations abolitionnistes, féministes et des droits humains qui mènent des recherches empiriques dans les prisons. Par l'intermédiaire de cette Alliance, j'ai également pris contact avec « Parcours Migratoires » [*Corredores Migratorios*], qui dénonce la criminalisation de la mobilité humaine, la stigmatisation des personnes migrantes et les violences qu'elles subissent.

Dans ce contexte, j'ai le sentiment que l'université s'épuise en tant qu'espace de production de la pensée critique. Elle s'est alignée sur les logiques de marché du monde des entreprises. D'après mon expérience de terrain, je la perçois comme un espace de formation vocationnelle (au mieux), avec peu d'impact sur les discussions cruciales pour le pays. Je pense également que les universités ont des structures administratives verticales et masculinisées dans lesquelles il est difficile de naviguer, non seulement parce qu'elles entravent notre carrière académique, mais aussi parce qu'elles oppriment d'autres personnes dans une situation précaire, comme le personnel administratif et de service. Les universités ne reconnaissent souvent pas, par exemple, l'importance et le coût du travail du *care* que les femmes assurent à l'intérieur et à l'extérieur de l'institution. Heureusement, mon parcours militant m'a permis d'avoir accès à des forums pluriels, horizontaux et solidaires où l'on peut discuter avec rigueur, mais aussi avec bienveillance et générosité, en écoutant et en apprenant avec les mouvements de terrain. Le militantisme m'a également fait grandir en tant qu'universitaire: par exemple, j'ai eu l'occasion de faire du travail empirique et de la co-recherche participative, des choses que l'université est encore loin d'encourager. Grâce à l'activisme, j'ai aussi rencontré des personnes qui construisent la théorie sociale de manière incarnée, basée sur l'expérience corporelle et matérielle, ce qui fait défaut dans le monde universitaire.

2. *Dans le contexte politique actuel, nous assistons à de nouvelles formes de politiques autoritaires qui conservent une composante idéologique conservatrice associée à des technologies de domination nouvelles et plus sophistiquées. Quelques exemples en sont la progression croissante de la participation politique parlementaire des partis chrétiens évangélistes ou fondamentalistes néopentecôtistes, l'appropriation et la resignification des discours de droits humains par la droite, ou l'utilisation des réseaux sociaux et des applications pour diffuser des discours de haine et de la désinformation. Quels problèmes et défis cela pose-t-il aux mouvements sociaux, aux mouvements populaires dans votre pays-région et/ou à vos communautés d'appartenance ?*

Silvana Tapia Tapia

Certes, avec l'arrivée au pouvoir de Guillermo Lasso, de la droite chrétienne, le retour du néolibéralisme dogmatique se profile à l'horizon en Équateur. Mais il y a aussi du conservatisme à gauche, par exemple en matière de sexualité et des droits reproductifs des femmes. Sous le gouvernement de Rafael Correa, dont le programme a été considéré comme « post-néolibéral », il y a eu une ingérence manifeste de l'Église catholique et de groupes tels que l'*Opus Dei*. Nous avons également assisté à l'apparition progressive des églises évangéliques pentecôtistes, qui sont transnationales. Ainsi, des discours « pro-vie », anti-*queer* et anti-féministes se sont installés. Cependant, ce que nous n'avons pas vu à l'époque de Correa (ou pas de façon explicite) et que nous voyons maintenant, c'est le lien entre des personnalités publiques et l'extrême droite européenne, par exemple avec Vox d'Espagne et sa Charte de Madrid. Nous assistons également à des discours ouvertement racistes et sexistes sur les réseaux sociaux et dans les médias de masse: par exemple, lors d'une émission de télévision « journalistique », des fléchettes ont été lancées sur la photo d'un leader indigène très connu ; et lors d'une émission de variétés, un animateur a souhaité que les féministes équatoriennes aillent en Afghanistan pour y périr aux mains des Talibans. Sur les réseaux sociaux, le niveau de violence à l'encontre des activistes féministes, LGBTIQ+ et même des organisations *mainstream* de défense des droits humains a augmenté de façon consternante. Chaque jour, nous signalons des messages abusifs et des discours de haine. Ces expériences de violence banalisées résonnent avec les vécus décrits par Verónica: l'apprentissage quotidien du modèle hégémonique peut même conduire à des formes intériorisées de rejet.

Pour les collectifs avec lesquels je travaille, le défi consiste à trouver des moyens efficaces de déstabiliser à la fois le récit de l'État et celui de l'extrême droite, en créant des messages qui peuvent être compris et adoptés par l'ensemble de la population. Après les massacres dans les prisons, par exemple, on a contesté les discours tendant à la déshumanisation totale des personnes incarcérées, tandis que le gouvernement répondait par des arguments conformes à la doctrine de l'« ennemi intérieur » et de la « sécurité nationale ». Et bien sûr, le gouvernement dispose de multiples canaux de diffusion, officiels et informels, c'est pourquoi il est difficile d'interroger efficacement ces discours. Et à cette tâche de contestation des discours hégémoniques, qui est une obligation politique et éthique, nous devons ajouter l'engagement de prendre soin les un·e·s des autres. Lorsque nous apparaissions dans les grands médias, nous défions les institutions mais nous nous exposons également, et parfois avec des personnes moins privilégiées qui n'ont pas les ressources nécessaires pour défendre leur statut. Il s'agit d'un équilibre délicat qui ne peut être atteint qu'en prenant des décisions réfléchies et discutées collectivement à chaque fois.

Verónica Figueroa Huencho

En tant que peuples indigènes, nous avons dû nous disputer des espaces de pouvoir dans une situation d'asymétrie. Les projets étatiques nous ont exclus, ont nié nos identités ou nous ont forcés à rejoindre leurs projets de construction nationale, conçus par des élites blanches, masculines, occidentales et eurocentrées. Nous avons subi la discrimination et n'avons pas été autorisés à vivre nos cultures, nos institutions et nos représentations dans les espaces publics ou les espaces de pouvoir. Les programmes éducatifs nous ont placés dans des positions arriérées et subalternes, toujours renvoyés à un travail précaire, nous considérant comme des cultures sans connaissance, folkloriques. On nous a refusé notre statut de peuple et, de ce fait, nous n'avons eu aucune place de représentation ou de participation politique dans la vie de l'État. Dans le cas du Chili, aucune Constitution ne nous a reconnu. La législation actuelle encadre l'ethnicité, limitant les droits d'autodétermination et d'autonomie que nous pouvons exercer dans le cadre de l'avancement de la reconnaissance des droits dans le contexte international. La société, en général, ne nous reconnaît pas comme des acteurs politiques, mais qu'en tant que collectifs aux cultures distinctes. Les élites ont profité de ces espaces pour nous déposséder de nos territoires, appauvrissant nos communautés. Il est très difficile de briser ce cercle qui a mis des siècles à se consolider, et qui a fait en sorte que les discours de droite ou conservateurs soient davantage diffusés dans les espaces publics. Cependant, au Chili, la révolte sociale d'octobre 2018 a montré de multiples inégalités, soulevant un voile qui empêchait de mesurer la réalité vécue par les peuples indigènes. C'est et ce sera toujours un défi de faire tomber les préjugés et les stéréotypes. Nous, les personnes indigènes, aujourd'hui nous ne nous laissons plus faire comme nos ancêtres ou grands-parents, et nous pouvons utiliser les réseaux sociaux ou les médias alternatifs pour faire valoir nos positions. Nous sommes allées à l'université, nous avons été éduquées dans leurs écoles, et nous sommes suffisamment préparées pour faire face aux résistances et oppositions. Ce parcours a déjà commencé, et à la lumière de ce qui se passe au sein de la *Convention Constituyente*, nous pourrions constater de véritables changements qui favoriseront les générations futures.

Abdourahmane Seck

La relative stabilité sociopolitique du Sénégal pose question au regard de la continuité des dimensions impériales, coloniales et géopolitiques qui ont structurellement participé à sa création contemporaine. Cette

« tranquillité » est expliquée par la magie d'une formule politique nommée « contrat social » sénégalais. Dans celui-ci, les tenants respectifs des pouvoirs temporel et religieux s'allient de manière mutuellement bénéfique pour protéger un ordre social dans lequel les soubresauts politiques sont défragmentés grâce à un savant dosage de coercition et de corruption. Des aînés comme Momar-Coumba Diop et Mamadou Diouf ont bien analysé déjà ce dispositif à deux ressorts. Le premier est la capacité de redistribution de la part de l'État vis-à-vis des notables d'une part, et, d'autre part, la capacité d'influence de ces derniers vis-à-vis des populations. Le second tient à la complicité protectrice de la France qui adoube, à chaque fois que nécessaire, le régime politique en place. Depuis la fin des années 80, ce système est fortement bousculé par une guerre de classes et une guerre de souveraineté dans lesquelles les plus pauvres deviennent de plus en plus insoumis et les symboles de l'État et de la présence de la France deviennent des cibles confondues et vandalisées. Les révoltes urbaines au cours du mois de février 2021 en sont une claire illustration. Les réponses à ces deux guerres sont la sophistication, la juridisation, l'informatisation et la militarisation des procédures, des forces et des mécanismes chargés d'endiguer et de discipliner les acteurs de la révolte populaire. Elles sont surtout aussi dans des formes de manipulations culturelles et symboliques dont la figure centrale est la *retraditionalisation* du « contrat social » sénégalais. Avec cette pyrotechnie, les gagnants du contrat vident le problème politique de la demande de vies dignes, dans une chape de plomb culturaliste et disciplinaire. Les mouvements de résistance doivent donc faire face à ce défi de la dépolitisation du lien sociétal, économique et culturel. Y parviennent-ils vraiment, cependant ? Mon constat est que la demande de changement demeure encore, pour l'essentiel, viscéralement rattachée au cadre, au vocabulaire et à l'imaginaire du politique qui justement produisent la nécessité de la révolte.

3. Ces derniers temps, les mouvements sociaux et ethniques ont été les protagonistes de situations de conflit institutionnel, pariant souvent sur la participation au sein de l'État ou percevant l'État comme un garant des droits. Nous pouvons y situer, par exemple, la participation citoyenne à travers l'appareil d'État, tels que la construction et/ou la demande de politiques publiques et l'utilisation de stratégies juridiques pour demander justice ou réparation. Dans un tel cadre, nous sommes préoccupées par le fait que les mouvements sociaux et ethniques peuvent être conditionnés dans leur lutte pour l'autodétermination par l'État capitaliste colonial et ses propositions à travers son contrat social. Nous nous demandons, en somme, s'il est possible de trouver la justice à une table de négociation avec l'État. Quelle a été la nature de cette situation dans votre pays ou région et quelles sont les analyses que vous avez pu construire sur les tensions qui sont générées dans le dialogue avec l'État ? Comment les mouvements sociaux auxquels vous appartenez ou que vous accompagnez font-ils face à la tension entre d'une part, le dialogue et/ou les demandes à l'État et, d'autre part, les logiques assimilationnistes qui peuvent vider politiquement l'élan transformateur ?

Verónica Figueroa Huencho

L'État-nation chilien a toujours agi comme un instrument de subjugation et de domination des peuples indigènes. Que ce soit par la force militaire ou par le biais de ses propres institutions politiques, éducatives et représentatives, il a nié leurs droits fondamentaux. Cependant, les mouvements indigènes ont réussi à placer une grande partie de leurs demandes dans le domaine international, où l'autonomie et l'autodétermination sont devenues des droits substantiels reconnus dans des déclarations, des pactes et des conventions ratifiés par les États. Les changements au sein de ces États ont été lents, mais le cas du Chili est paradigmatique en Amérique latine, car c'est l'un des pays qui a le moins progressé dans la reconnaissance des droits. Quand l'État chilien a vu le jour, il s'est d'abord engagé à respecter la souveraineté du peuple mapuche en tant que nation, en signant le traité de Tappihue en 1825, qui est toujours d'actualité pour les Mapuche, car il a formalisé leur souveraineté vis-à-vis de la République chilienne naissante. Peu après, l'État chilien a négligé le traité et a promu une série de politiques visant à contrôler les terres indigènes et l'assimilation culturelle. À partir du milieu du XIXe siècle, un colonialisme interne a été promu, dans lequel le contrôle territorial est un vecteur structurant qui perdure jusqu'à aujourd'hui. La promulgation de lois de colonisation, la réduction des communautés, le « blanchiment » des titres de propriété et la remise de titres de *merced* ont été des stratégies utilisées pour occuper et utiliser les terres indigènes, en exacerbant l'extractivisme. Sur les 5 millions d'hectares qui faisaient partie du territoire ancestral des Mapuches, il n'en reste aujourd'hui plus que 500 000. La majorité du territoire revendiqué par les communautés mapuche est entre les mains d'entreprises forestières, qui possèdent près de 300 000 hectares, dont beaucoup ont été obtenus grâce au décret 701 de 1975, qui visait à promouvoir le développement forestier et industriel par l'installation de papeteries. Grâce à ce décret, les entreprises recevaient un bonus de 75 % pour les plantations de pins et d'eucalyptus, installant ainsi la monoculture et anéantissant la forêt indigène. Il y a donc un manque de confiance dans l'État et ses pratiques. Le retour à la démocratie semblait ouvrir une nouvelle voie de dialogue et de reconnaissance, mais

il n'a jamais dépassé l'installation de commissions de vérité ou un nouveau traité. Nous sommes aujourd'hui confrontés à un changement historique et substantiel, puisque pour la première fois, les peuples indigènes participent en tant que nations à la Convention qui rédigera la nouvelle Constitution. Dix-sept de mes frères et sœurs indigènes saisissent leur chance de dialoguer, de participer, d'influencer. Il y a une large majorité dans la population chilienne qui compatit, soutient et promeut le dialogue interculturel, qui a confiance dans un projet plurinational et qui rêve d'un accord assurant une bonne vie aux générations futures. Nous devons parier sur un changement impulsé par les peuples indigènes.

Silvana Tapia Tapia

Il me semble nécessaire, tout d'abord, de ne pas oublier que l'État n'est ni monolithique ni homogène et qu'il se manifeste de différentes manières à différents moments et à différents niveaux de gouvernance. Ainsi, la relation des mouvements de terrain avec l'État équatorien a généralement été tendue, quelquefois cependant pleine d'espoir. Un moment d'espoir, par exemple, a été le processus constituant de 2008: beaucoup de personnes y reconnaissent la participation des mouvements sociaux, du moins à ses débuts. Le produit, la Constitution en tant que telle, contient également des messages d'espoir, de pluralité, de reconnaissance et des visions du monde et subjectivités qui ont été historiquement exclues. Cela dit, la Constitution ne s'est jamais démarquée du libéralisme juridique, notamment dans ses sections sur les libertés individuelles et les droits humains. Et la période « post-néolibérale » qui a suivi a progressivement créé des tensions avec les mouvements sociaux, de sorte que certains ont été assimilés ou « institutionnalisés », tandis que d'autres ont rompu avec le gouvernement et ont été, naturellement, affaiblis.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des défis différents: pendant la campagne électorale, le régime au pouvoir a affiché une rhétorique d'inclusion et de « rencontre », mais la sincérité de ce discours est mise en doute. Nous voyons la CONAIE (la principale organisation indigène) réapparaître comme un acteur de l'opposition, avec d'autres organisations populaires, face aux politiques d'austérité et de réajustement structurel. Je perçois beaucoup de mécontentement sur le terrain et il me semble que l'agenda du gouvernement comporte des aspects qui seront considérés comme inacceptables par les secteurs populaires, comme la flexibilisation du travail. Jusqu'à présent, le gouvernement a entamé des dialogues avec les secteurs minier et pétrolier, les chambres de commerce et d'industrie, etc., mais pas avec les mouvements de base, et nous n'avons aucune raison de croire qu'un dialogue véritablement démocratique aura lieu.

Au sein de l'« Alliance contre les prisons », on sent que lorsque l'État fait appel à nous, c'est pour se conformer à la « participation de la société civile » en tant qu'étape formelle de certains processus administratifs. Le discours officiel sur la politique criminelle et pénitentiaire est encore la « main de fer » [*Mano dura*] et encourage la privatisation de l'administration carcérale et la construction de plus de centres pénitentiaires. Il est donc clair pour nous que chaque moment de contact avec l'État doit être délibéré et réfléchi de manière collective. Il peut y avoir des circonstances et des espaces dans lesquels le dialogue stratégique peut être efficace, surtout s'il peut aboutir à un soulagement immédiat et concret des souffrances des personnes privées de liberté. Mais en général, nous voulons constituer un contrepoids au discours étatique, et nous faisons donc très attention à notre indépendance de pensée et d'action.

Abdourahmane Seck

Le caractère vigoureux de l'espace politique sénégalais peut être trompeur. Le penser n'est pas nier l'importance des demandes de changements qui vont des discours socioreligieux qui accusent l'État d'être un cheval de Troie de l'Occident, aux mobilisations pour la transparence sur les ressources minières ou même encore les débuts timides d'un certain intérêt académique sur les théories décoloniales, critiques et afrocentriques, en passant par les révoltes actuelles des étudiants qui demandent à ne pas être oubliés ou de celles des jeunes urbains et ruraux qui veulent exercer leurs droits de migration en Europe ou, encore, de celles des paysans qui demandent plus de justice pour leurs labours. Mais, il s'agit, ici, de penser l'attraction que l'État post-colonial exerce sur les formulations des aspirations au changement. En effet, celui-ci se revigore structurellement par sa capacité à provoquer des résistances sociales qu'il aspire par la suite, en défragmentant leurs horizons insurrectionnels et donc leurs velléités à questionner sa légitimité à organiser la vie communautaire. Les révoltes politiques récentes, plus connues sous le nom générique de mouvements sociaux, qui ont le plus bousculé les pouvoirs en place en Afrique francophone, ne font pas exception. Les mobilisations populaires légitimes qu'elles ont occasionnées n'ont pas manqué même, par endroits, de recycler des personnels politiques responsables des problèmes actuels. En décidant de ne plus être des faiseurs de rois, et de s'engager directement dans les courses électorales, les jeunes animateurs de ces mouvements sociaux enclenchent sans doute une salutaire transition générationnelle. Je me demande toutefois si le prix à payer n'est pas le deuil de la connaissance de l'État postcolonial à partir d'une expérience de résistance, c'est-à-dire, du seul angle possible de formulation radicale d'une sortie politique de la matrice étatique issu du projet colonial.

4. Parallèlement aux processus d'assimilation et de répression, nous constatons également que des formes alternatives de relation au politique et/ou au collectif persistent, émergent et se développent. En voici quelques exemples: le mouvement des femmes, qui devient de plus en plus massif et pluriel dans ses luttes ; la défense millénaire de la mère-terre et les propositions de formes alternatives de production et de consommation qui sont de plus en plus populaires parmi les jeunes ; des nouveaux exercices de citoyenneté communautaire ; d'autres formes de planification territoriale ; des plus grandes possibilités d'articulation internationale, etc. Cependant, le panorama décrit dans les questions précédentes, ainsi que l'atomisation et la fragmentation du champ populaire, rendent difficile de penser à des formes alternatives et autonomes de participation politique massives, capables de mettre à l'épreuve les limites de la matrice relationnelle de l'État. Comment ce défi est-il relevé par les mouvements sociaux, les mouvements populaires dans votre pays/région et/ou par vos communautés d'appartenance ? Nous vous invitons également à mentionner quelques exemples d'initiatives communautaires, populaires ou alternatives actuelles qui nous montrent un horizon différent.

Abdourahmane Seck

En dépit de ce que je viens d'en indiquer, les indicateurs d'un craquement de l'espace formel et légal du jeu politique classique sénégalais sont importants. L'espace le plus important qui les révèle est celui de la culture, du social et du politique non régi par l'État, et que les wolofs du Sénégal appellent *Mbokk*. Littéralement, le terme signifie parent(s) et parenté, mais il faut le comprendre, de façon large, comme un principe éthico-politique fondateur dont le sens philosophique et ontologique désigne une matrice relationnelle génératrice de communautés perpétuellement et constamment inclusives. On peut alors parler de communautés d'Étants ou d'Êtres. Un dispositif réglementaire manifeste et entretient le *Mbokk* qui doit donc être compris moins comme une contingence naturelle que, plutôt, comme une projection sociale et politique bâtie pour et dans la circulation des parts, des protections, des soins, des assistances, des droits, des devoirs et des responsabilités, d'un point à un autre, d'un point à tous les autres et de tous les autres points à un point. Cela passe par un dispositif appelé *Teranga* chez les wolofs et que l'on peut traduire par hospitalité. Les wolofs appellent *akh* la part inaliénable de chaque Êtant vivant ou non-vivant. Cette part est inviolable. Même si l'économie-politique de l'État-nation post-colonial constitue, sans doute, un décrochage historique par rapport à l'espace du *Mbokk*, il faut admettre, toutefois, que ces deux espaces sont, dans l'époque contemporaine, dans des formes de liens complexes et souvent indus. C'est que le *Mbokk*, sous l'État post-colonial, est vulnérable au risque de tourner en son antithèse et devenir un espace de segmentations et de lutte de clans, ainsi que je l'ai montré ailleurs en réfléchissant sur le problème politique du Développement. Pour surpasser ce problème, il importe de faire de la place aux décrochages populaires qui valorisent les praxis du *Mbokk* et qui sont susceptibles d'être des prises pour renverser la matrice relationnelle de l'État post-colonial. Le travail sur le potentiel théorique radical et socialiste du dispositif du *Mbokk* ne me semble pas possible sans l'engagement de forces sociales susceptibles de le revendiquer comme forme et espace alternatifs du politique, à faire valoir ici et maintenant. C'est à ce point, pour moi, que l'académie peut se décoloniser par rapport à son histoire et à sa condition post-coloniale, en allant à la rencontre des communautés qu'elle prétend servir, à travers des espaces que j'ai appelé, ici, *troisième-lieu*, et à travers, aussi, des méthodes auxquelles je donne le nom de *mémographie*.

Verónica Figueroa Huencho

Pour la première fois au Chili, des changements sont proposés au plus haut rang politique, dans le cadre de la modification d'une Constitution qui n'avait jamais été rédigée par la population, les femmes ou les peuples indigènes auparavant. Ce mécanisme est sans précédent, car les élites qui s'étaient positionnées dans les espaces de pouvoir politique et économique ne participent pas à cette rédaction. En tant que peuples indigènes, nous nous sommes organisés à partir des territoires, en éduquant, en convoquant et en persuadant de saisir l'occasion que représente le processus constituant. Toutefois, pour y parvenir, d'autres stratégies ont dû être adoptées, mais toujours dans le cadre institutionnel. C'est ainsi que divers mouvements se sont renforcés depuis les années 1990, dans les territoires et les communautés, proposant un contrôle territorial à partir de perspectives ancestrales où l'État ou la législation nationale n'avaient pas forcément leur place. Certaines communautés traditionnelles ont favorisé le contrôle productif et politique de leurs territoires, en éduquant leurs membres afin qu'ils puissent soutenir des processus de long terme basés sur l'autodétermination. Les femmes indigènes se sont autonomisées et ont occupé des espaces politiques, dépassant les communautés et créant des réseaux élargis pour la formation et le renforcement économique et politique. Dans les villes, des organisations « *warriache* » (Mapuche urbaines) se sont également formées pour revitaliser la langue et la culture, ou pour redéfinir les espaces territoriaux. Les plateformes et réseaux sociaux ont servi de caisse

de résonance pour dénoncer et démontrer la violence et la répression de l'État en territoire mapuche, où les enfants ont grandi dans un état de siège permanent. En ce sens, le mouvement mapuche a réussi à se maintenir et à se transcender dans différents espaces, acquérant une force qui nous permet aujourd'hui de participer à la Convention Constituante.

Silvana Tapia Tapia

Je pense que les formes alternatives contemporaines de plaidoyer politique sont essentielles et nous devons relever leurs défis avec rigueur et honnêteté. Il est vrai que les technologies de communication nous permettent de travailler au-delà des barrières géographiques. Ainsi, des articulations interorganisationnelles, comme cela a été le cas avec l'« Alliance contre les prisons », peuvent nous donner de la force. Mais dans le même temps, nous devons éviter deux menaces latentes: la technocratisation caractéristique des grandes organisations et leur dilution ou dispersion propre à cette époque où tout s'accélère. Il existe certainement une tension entre le fait de conserver sa propre voix radicale et l'adoption d'un langage plus « acceptable » pour obtenir la force et les ressources permettant de faire une réelle différence dans la vie des gens. Ce choix est presque impossible dans le cadre d'organisations très atomisées. D'autre part, le déclin de la politique traditionnelle des partis peut nous apprendre beaucoup de choses: prenons, par exemple, la montée et la chute de ce qu'on appelle le « corréisme⁷ » en Equateur, qui, malgré son temps au pouvoir, n'a pas généré un renouvellement des cadres ou des alliances durables avec d'autres secteurs de la gauche ; au contraire, il les a aliénés. Ces faiblesses sont en quelque sorte ce qui a amené le régime conservateur actuel au pouvoir, avec ses spécificités. Quelque chose de similaire peut se produire avec les mouvements sociaux si nous nous attachons davantage à nos différences qu'à ce que nous partageons: notre impact peut en être réduit. D'après mon expérience, les processus qui atteignent le plus de longévité sont ceux qui impliquent un apprentissage collectif: on y crée ensemble de façon organique et sincère un lien que nous incarnons. Avec les groupes féministes, anti-carcéraux et pro-migrations, j'ai remarqué que la mise en place d'enseignements d'éducation populaire, d'espaces communautaires de soins et d'espaces *safe* pour la conversation et le débat « entre nous » [*puertas adentro*], en dehors des universités, des ONG et de l'État, sont ceux qui permettent d'imaginer le développement d'une action politique radicale.

**

Avec prudence et sans perdre espoir

Les réflexions de Figueroa Huencho, Tapia Tapia et Seck rendent compte des différents contextes géopolitiques et des différents moments dans lesquels se trouvent nos régions respectives en termes de relations coloniales, de déploiement étatique et de consolidation de différentes forces contre-hégémoniques. Cependant, en tenant toujours compte de ces variations, nous pouvons trouver des traits communs, des préoccupations qui traversent les différentes communautés dans lesquelles nous vivons, et des difficultés auxquelles nous faisons face dans notre travail en tant que chercheur·e·s qui souhaitent contribuer à la transformation sociale - ou en tant que militant·e·s qui cherchent à avoir un impact par le biais du travail académique.

En ce qui concerne la question de la participation politique qui fait l'objet de ce dossier, nous souhaitons mettre en lumière les contributions que nos collègues apportent ici à la discussion sur le lien entre les mouvements de transformation sociale et l'État. De leurs réponses émerge une notion d'État poreux, non monolithique, avec lequel cette relation-là s'établit de différentes manières, avec des nuances en fonction des époques, des moments de constitution et de réinstitution de cet État-là, et des divers « contrats sociaux » qu'il établit avec des multiples agent·es afin de soutenir ses intérêts. Il faut rappeler que le Chili, l'Équateur et le Sénégal ont récemment connu des processus historiques de révolte populaire (en octobre 2019 dans les deux premiers cas, et en février 2021 dans le dernier) ; bien que leurs effets aient été très différents, dans les trois pays, les mobilisations se sont heurtées à de fortes répressions de l'État. De l'autre côté, la configuration variée des mouvements sociaux représente également différentes manières de se rapprocher des institutions étatiques, qui peuvent aller de la participation active à leur constitution jusqu'à la révolte sociale, en passant par des moments de tension qui peuvent conduire à des ruptures irrémédiables ou à des printemps politiques pleins d'un (prudent) espoir. Dans ce tissu de relations diverses avec et hors de l'État, trois éléments forts apparaissent de façon transversale aux interventions des trois collègues. Tout d'abord, la matrice coloniale comme marque commune sans laquelle aucune analyse ne peut être faite dans ces territoires construits géopolitiquement et stratégiquement (et, il faut le rappeler, aussi intellectuellement) comme « le Sud ». Deuxièmement, la montée en puissance des mouvements émancipateurs et contre-hégémoniques se produit dans la sphère des organisations territoriales et non dans le cadre d'actions étatiques, par exemple les territorialités ancestrales et/ou traditionnelles de la politique Mapuche, l'espace et les pratiques des *Mbokk* et des wolofs au Sénégal, les espaces communautaires populaires de l'action collective urbaine en Equateur. Comme

⁷ N.de T. : En rapport au mandat du Président Rafael Correa (2007-2017).

troisième élément commun apparaît la construction nécessaire d’alliances, de « réseaux et de plateformes », d’un « lien organique », de l’engagement des « forces sociales », permettant de recréer des espaces intra-collectifs bienveillants avec une attention au soin (*care*). Ainsi devient possible la production de la pensée, du débat et de la critique, des espaces culturels – politiques – sociaux « non régis par l’État » avec une nouvelle « matrice ontologique relationnelle » de l’humain où la participation non-humaine a également lieu.

En dépit de l’avancée ou du maintien de ces luttes contre-hégémoniques et anti-systémiques, nous sommes toujours plongé·e·s dans une profonde incertitude quant au scénario post-pandémique ou de sortie de la « crise civilisationnelle », en particulier au vu du type de décisions prises par les gouvernements actuels et par les organisations internationales, quel que soit leur spectre politique. En ce sens, se préparer à construire un monde radicalement différent exigera les plus grands efforts, de l’imagination, de l’autocritique et de la pratique. C’est là que nous pensons que la production de connaissances au service des luttes sociales, dans une quête de justice épistémologique, peut faire partie du chemin à suivre. Un chemin d’efforts qui doit être collectif, transdisciplinaire, intergénérationnel, et qui doit s’appuyer sur les réseaux de pensée et d’action Sud-Sud.

Références bibliographiques

- Aparicio Wilhelmi, Marco (Ed.). (2001). *Los derechos de los pueblos indígenas a los recursos naturales y al territorio: conflictos y desafíos en América Latina* [Les droits des peuples indigènes aux ressources naturelles et au territoire : conflits et défis en Amérique Latine]. Icaria.
- Barbosa Becerra, Joice J. M. (2018). ‘*Hijos de la Madre Tierra*’. *Discursos sobre el derecho al territorio ancestral en sentencias de la Corte Constitucional colombiana (1992-2011)* [‘Fils de la Terre Mère’. Discours sur le droit au territoire ancestral dans les décisions de la Cour constitutionnelle colombienne (1992-2011)]. Mémoire M2, Universidad Nacional de La Plata. Repositorio Institucional - Universidad Nacional de La Plata. <http://sedici.unlp.edu.ar/handle/10915/68726>
- Berlant, Lauren (2020). *El optimismo cruel* [L’optimisme cruel]. Caja Negra.
- Brown, Wendy et Halley, Janet (2002). Introduction. Dans W. Brown et J. Halley (Éds.), *Left Legalism / Left Critique*, 1-37, Duke University.
- Brown, Wendy (2006). American Nightmare. Neoliberalism, Neoconservatism, and De- Democratization [Cauchemar américain. Néolibéralisme, néoconservatisme et dé-démocratisation]. *Political Theory*, 34(6), 690-714. <https://doi.org/10.1177/0090591706293016>
- Ceceña, Ana E. (2006). Sujetizando el objeto de estudio, o de la subversión epistemológica como emancipación [Subjectivation de l’objet d’étude, ou la subversion épistémologique comme émancipation], dans A. E. Ceceña (Ed.), *Los desafíos de las emancipaciones en un contexto militarizado*, 13-43. Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, Colección Grupos de Trabajo.
- Dávalos, Pablo (2011). Hacia un nuevo modelo de dominación política: violencia y poder en el posneoliberalismo [Vers un nouveau modèle de domination politique : violence et pouvoir dans le post-néolibéralisme], dans R. Gutierrez, (Ed.), *Palabras para tejernos, resistir y transformar en la época que estamos viviendo*, 95-119. Paz en el Árbol.
- Fanon, Frantz (1972). *Sociologie d’une révolution (L’an V de la révolution algérienne)*. François Maspero Éditeur.
- Figueroa Huencho, Verónica (2018). Pueblos indígenas y derechos: una discusión a la luz de las políticas públicas desde el caso chileno [Peuples indigènes et droits : une discussion à la lumière des politiques publiques à partir du cas chilien]. *Anales de la Universidad de Chile*, 13, 97-114. <https://doi.org/10.5354/0717-8883.2018.48999>
- Pérez, Moira, et Radi, Blas (2020). Gender punitivism: Queer perspectives on identity politics in criminal justice [Punitivisme de genre : perspectives *queer* sur les politiques d’identité dans la justice pénale]. *Criminology & Criminal Justice*, 20(5), 523-536. <https://doi.org/10.1177/1748895820941561>
- Ramonet, Ignacio (2020). La pandemia y el sistema-mundo: un hecho social total [La pandémie et le système-monde : un fait social total]. *Comunicación: estudios venezolanos de comunicación*, (190-191), (2° y 3° trimestre), 95-124. http://comunicacion.gumilla.org/wp-content/uploads/2020/09/COM_2020_190-191.pdf
- Robinson, William I. (2019). Accumulation crisis and global police state [Crise d’accumulation et État policier global]. *Critical Sociology*, 45(6), 845-858. <https://doi.org/10.1177/0896920518757054>
- Seck, Abdourahmane (2015). Après le développement: détours paradigmatiques et philosophie de l’histoire au Sénégal. Une contribution africaine au temps des communs. *Présence Africaine*, 192, 13-32.
- Seck, Abdourahmane (2020). Ceci n’est pas (encore ?) une crise sanitaire. *Revue Antipodes*, 229. <http://www.iteco.be/revue-antipodes/polyphonies-de-blues-blanches/article/ceci-n-est-pas-encore-une-crise-sanitaire#nb2>
- Tapia Tapia, Silvana (2016). Sumak Kawsay, coloniality and the criminalisation of violence against women in Ecuador [Sumak Kawsay, colonialité et criminalisation de la violence faite aux femmes en Équateur]. *Feminist Theory*, 17(2), 141-156. <https://doi.org/10.1177/1464700116645324>
- Tapia Tapia, Silvana (2018). Feminism and penal expansion: The role of rights-based criminal law in post-neoliberal Ecuador [Féminisme et expansion pénale : le rôle du droit pénal fondé sur les droits dans l’Équateur post-néolibéral]. *Feminist Legal Studies*, 26, 285-306. <https://doi.org/10.1007/s10691-018-9380-5>

- Torres Santana, Ailynn (2020). Neoconservadurismos en América Latina: análisis desde la crisis [Les néoconservatismes en Amérique latine : analyse à partir de la crise]. En Torres Santana, A. (ed.), *Derechos en riesgo en América Latina: 11 estudios sobre grupos neoconservadores*, 9-34. Fondation Rosa Luxemburg / Desde Abajo. <https://rosalux.org.ec/pdfs/DerechosEnRiesgoenAmericaLatina.pdf>
- Valdés Gutiérrez, Gilberto (2009). América Latina: construyendo lo común de las luchas y resistencias [Amérique Latine : construire l'en commun des luttes et des résistances]. *Revista de Filosofía*, 27(63), 105-118. http://ve.scielo.org/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0798-11712009000300005&lng=es&tlng=es.